

## ARRETE n° 27- 2023 ARS DE LA REUNION

### PORTANT DESIGNATION D'UN INSPECTEUR AU TITRE DE L'ARTICLE L 1435-7 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

#### LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LA REUNION

Vu les articles L 1431-1 et L 1431-2 du Code de la Santé Publique, relatifs aux missions et compétences des agences régionales de santé

Vu les articles L 1421-1, L 1421-2, L 1421-2-1 et L 1421-3 du Code de la Santé Publique portant définition du contrôle de l'application des dispositions du Code de la Santé Publique et des autres dispositions législatives et réglementaires relatives à la santé publique

Vu l'article L 1435-7 du Code de la Santé Publique autorisant le directeur général de l'Agence Régionale de Santé à désigner parmi les personnels de l'agence des inspecteurs pour remplir les missions de contrôles mentionnées ci-dessus

Vu les articles R 1435-10 à R 1435-15 du Code de la Santé Publique déterminant les conditions de désignation des inspecteurs et contrôleurs mentionnés à l'article L 1435-7 du même code

Vu les articles L 313-13 et L 313-13-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles portant définition du contrôle des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil relevant du régime de l'autorisation administrative de création et de fonctionnement

Vu le décret N°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de santé

Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la Loi n° 2009 – 879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative au patient à la santé et aux territoires

Vu le décret N°2011-70 du 19 janvier 2011 fixant les conditions de désignation des inspecteurs et contrôleurs des agences régionales de santé et relatif au contrôle des établissements et services médico-sociaux et de certains lieux de vie et d'accueil

Vu l'arrêté du 19 janvier 2011 relatif à la formation des inspecteurs et contrôleurs des agences régionales de santé

Vu le décret n°2020-18 du 10 janvier 2020 relatif à l'organisation du système de santé à la Réunion et à Mayotte

Vu le décret du 06 avril 2022 portant nomination de Monsieur Gérard COTELLON, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion

Vu la licence de sciences de l'éducation détenue par **Madame Fabienne COLIN-FAURE**

Considérant que **Madame Fabienne COLIN-FAURE** a satisfait à l'obligation de formation prévue à l'article R 1435-15 du Code de la Santé Publique et que le parcours de formation inspecteur a été validé par la session des jurys organisés par l'EHESP du 13 au 15 décembre 2022

Considérant dès lors que **Madame Fabienne COLIN-FAURE** satisfait aux conditions de désignation en qualité d'inspecteur de l'Agence Régionale de Santé, prévues aux articles R 1435-12 et R 1435-13 du Code de la Santé publique

## ARRETE

**Article 1 :** **Madame Fabienne COLIN-FAURE** est désignée en qualité d'inspecteur pour exercer les missions définies aux articles L 1421-1 et L 6116-1 du Code de la Santé Publique et L 313-13 du Code de l'Action Sociale et des Familles

**Article 2 :** Pour l'exercice de ses fonctions d'inspecteur et conformément aux dispositions de l'article L 1435-7 du Code de la Santé Publique, **Madame Fabienne COLIN-FAURE** disposera des prérogatives prévues aux articles L 1421-2, L 1421-2-1 et L 1421-3 du même code  
Ces prérogatives sont exercées sur le département de La Réunion.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Réunion

**Article 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressée ou de sa publication au recueil des actes administratifs :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé La Réunion ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint Denis.

**Article 5 :** Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé La Réunion est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Denis, le 13 février 2023

  
Le directeur général,  
**Gérard COTELLON**